

28 janvier 2014

NUCLEAIRE

L'ALSACE

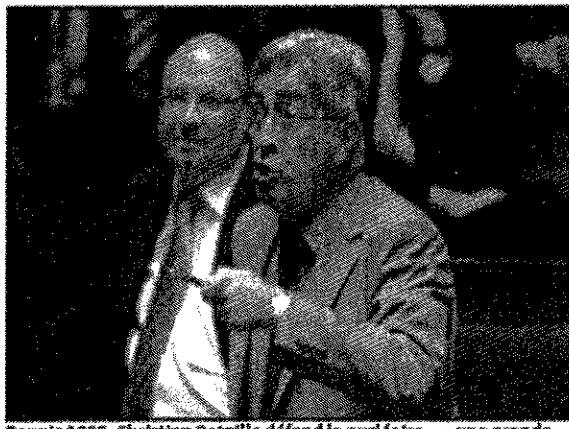
Nucléaire À gauche aussi, Fessenheim a des partisans

Michel Sordi a voulu démontrer hier que la défense de la centrale nucléaire alsacienne dépassait les clivages politiques, en invitant Christian Bataille, député PS du Nord. Mais réputé proche du lobby nucléaire.

Sur l'invitation, son nom était resté secret : Michel Sordi, député UMP de la circonscription comprenant Fessenheim, a voulu faire un « coup », hier, en visitant la centrale haut-rhinoise avec son collègue Christian Bataille, et sur-

tout en conviant les médias régionaux à le rencontrer. Le député PS du Nord est un acteur « historique » du nucléaire à l'Assemblée nationale, où il siège depuis 1988 et où il a signé ou cosigné nombre de rapports sur la question, en particulier sur les déchets. Montrer son soutien à la centrale dont François Hollande a annoncé la fermeture d'ici 2017 est une épine dans le pied du gouvernement qu'il est censé soutenir. Et une nouvelle preuve de « l'aberration » que constitue cette décision.

Réputé être la courroie de transmission du lobby nucléaire au palais Bourbon, Christian Bataille ne s'est pas trop forcé. Il a répété les arguments habituels



Depuis 1988, Christian Bataille défend le nucléaire – « une grande réussite française » – à l'Assemblée. Archives AFP/J. Demarthon

-

des défenseurs de la centrale : devant de l'Autorité de sûreté à dix années d'activité supplémentaires, travaux de renforcement post-Fukushima, caractère « indispensable » de Fessenheim pour le réseau électrique français. « Des responsables de RTE [la société qui gère ce réseau] me l'ont dit. En hiver, nous risquons l'affondrement... », a affirmé celui qui « a toutes les compétences pour s'exprimer » (dixit Sordi). Il dément par ailleurs la perspective d'une baisse de la consommation nationale et, en tant que député d'une région qui a connu de nombreux « déboires industriels », s'inquiète de la disparition des 2 000 emplois liés – directement ou indirectement – à la centrale EDF.

« Hors d'atteinte »

En 2001, un de ses rapports, consacré notamment à l'avenir de la filière, préconisait de remplacer

une centrale sur deux arrivant en fin de vie, afin de faire baisser la part du nucléaire à 60 % de la production d'électricité à partir de 2035, « au plus tôt », rappelle-t-il. La promesse de François Hollande de réduire cette part du nucléaire à 50 % dès 2025 serait donc « hors d'atteinte ».

Dans la panoplie des « pro », il y a aussi l'absence d'alternatives crédibles, pour des raisons soit pratiques (technologies habituelles, maladaptées aux fluctuations de la demande ou à notre environnement), soit pour raisons... écologiques. « Je trouve les Alsaciens bien patients de regarder défiler les éoliennes allemandes devant Fessenheim, alors que les centrales nucléaires allemandes ont été remplacées par des centrales au charbon. On pourrait aller défiler chez eux avec des pancartes "Stop CO2" », lance Christian Bataille, un rien provocateur.

Argument ultime (comme les déchets) : un mandat présidentiel, ce n'est rien, à l'aune du temps nucléaire. Au point que le politique qui s'emparera de la question prendrait forcément le risque de décisions « à l'emporte-pièce », alors que le « consensus » s'impose, comme pour les questions de défense ou de politique internationale.

« Je ne suis pas le seul »

« Je ne voterai pas la loi sur la transition énergétique si elle implique la fermeture d'une ou de plusieurs centrales », conclut Christian Bataille. Et je ne serai pas le seul dans la majorité, même si les autres sont plus discrets que moi. » Affirmant que François Hollande, qui a « de la sympathie pour le nucléaire », n'a pas « une volonté ferme » de fermer Fessenheim, la bâtie-reine des élus EELV à l'Assemblée – il a aussi signé un rapport favorable à l'exploitation du gaz de schiste – voit dans la séquence qui s'ouvre une opportunité de revenir en arrière : « Après les élections municipales et européennes, si les Verts ne passent plus grand-chose, on pourra s'en passer. »

L'horizon serait alors dégagé pour aborder le débat sur la loi de transition énergétique – à partir de cet été au Parlement – sous un angle plus favorable au nucléaire. « François Hollande laisse actuellement Philippe Martin [NDLR : le ministre de l'Énergie et de l'Energie] montrer un enthousiasme pour la fermeture de Fessenheim, mais ce ne serait pas la première fois qu'un ministre serait lâché du jour au lendemain... »

Olivier Brégeard

■ « Rééquilibrer » la commission d'enquête

Les députés Michel Sordi et Christian Bataille, ainsi que leur collègue UDI du Haut-Rhin Francis Hilmeyer, qui les accompagnait hier à Fessenheim, sont membres de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale « relative aux coûts passés, présents et futurs de la filière nucléaire, à la durée d'exploitation des réacteurs et à divers aspects économiques et financiers de la production et de la commercialisation de l'électricité nucléaire ». Proposée en décembre par le groupe écologiste pour préparer les débats sur la loi sur la transition énergétique, présidé par le député socialiste François Brottes, cette commission de 30 membres a commencé ses premières auditions jeudi dernier, à huis clos, avec l'objectif de conclure ses travaux en juin. Elle doit se pencher aussi sur les conséquences de la fermeture de la centrale de Fessenheim. « C'est clairement une commission à charge contre le nucléaire, souligne Michel Sordi. Nous allons essayer de rééquilibrer les choses en son sein. Nous pourrons amender le rapport, » « Et un rapport peut ne pas être adopté par les membres de la commission », ajoute Christian Bataille.

28 janvier 2014

DNA

FESSENHEIM Centrale nucléaire

Bataille, une voix dissonante

Le député UMP Michel Sordi, vice-président de la commission d'enquête parlementaire sur le coût du nucléaire [...] et les conséquences de la fermeture de la centrale de Fessenheim, a invité hier Christian Bataille, son collègue, le député PS du Nord, à venir visiter le site. L'occasion de montrer que ce dossier n'est pas une question de bords politiques.

« La centrale de Fessenheim est parfaitement habilitée à poursuivre sa carrière puisque l'ASN a autorisé ses deux tranches à fonctionner pour dix années supplémentaires. Quarante ans c'est une durée de vie tout à fait normale pour une centrale aux Etats-Unis. Les centrales sont aujourd'hui bien plus sûres qu'à leur conception avec toutes les améliorations qui y ont été apportées. La question de l'avenir de Fessenheim n'est pas technique mais bien politique. La promesse de François Hollande de réduire la part du nucléaire à 50 % à l'horizon 2025 est hors d'atteinte, on pourra peut-être arriver à 60 % en 2035 mais à condition d'avoir des énergies de substitution. L'électricité doit rester un abat et le nucléaire ne doit pas être l'objet d'un marchandise politique. »



Un député UDI, un député PS et un député UMP réunis hier pour s'opposer à une fermeture de la centrale de Fessenheim. *Photo DNA*

Bataille (PS) : « Il faut que le gouvernement recule sur Fessenheim »

Quand on parle d'une centrale nucléaire on raisonne sur 50 ans, alors qu'un mandat de président de la République est de cinq ans. Cela veut dire que le nucléaire s'apprécie sur la durée et on ne peut pas ainsi définir une politique à l'empêche-pièce parce que les Verts en ont fait un symbole. Il faut que le gouvernement recule sur Fessenheim. De toute façon il n'a

pas les moyens d'arrêter cette centrale pour la fin 2016 ! ». Celui qui parle, c'est le député PS du Nord, Christian Bataille. L'ancien secrétaire national du Parti socialiste qui fait partie comme Michel Sordi et Francis Hillmeyer de la commission d'enquête parlementaire chargée depuis quelques semaines de plancher sur le coût du nucléaire [...] et les conséquences de la fermeture de la centrale de Fessenheim, connaît bien les questions de l'énergie et du nucléaire pour avoir notamment été rapporteur de plusieurs projets de loi, de la commission d'enquête sur Superphénix en 1998 ou de la

mission d'information parlementaire sur l'énergie. Sa veau est aujourd'hui dissonante par rapport à la position du gouvernement et à celle des élus PS de la région.

Pour lui, pas de drôle, le gouvernement peut et doit faire marche arrière « à la sortie des échéances des prochaines élections municipales et européennes, il faudra voir les chiffres des Verts et ce qu'ils présentent... ». Le député PS poursuit « Il faudra aussi voir si la loi sur la transition énergétique intégrée ou non la fermeture de Fessenheim, si c'est le cas, je ne voterai pas ce texte et je peux vous dire que je ne serais pas le seul

dans la majorité. Pourquoi avoir investi autant d'argent pour améliorer sa sécurité et dire ensuite on ferme. Ça n'a pas de sens tout ça ! Nous avons rencontré les syndicats ce matin et ce n'est pas rien de se dire qu'une fermeture de Fessenheim concernerait 2000 personnes ». Un soutien que Fabienne Stich, le maire de Fessenheim qui se bat pour le maintien de l'activité de la centrale a apprécié comme il se doit.

De son côté, le député Michel Sordi soulignait « nous voulons démontrer aujourd'hui que ces problèmes énergétiques ne sont pas liés à des questions de par-

tis politiques, il faut dépasser tout ça ». La commission d'enquête parlementaire dont il est le vice-président est au travail mais le député ne semble pas en attendre grand-chose « elle a été créée à la demande des écologistes et c'est plutôt à charge contre le nucléaire, elle a commencé à se réunir et ses auditions. Nous avons réussi à y faire ajouter la question de la fermeture de Fessenheim, les conclusions seront connues avant l'hiver en principe ».

Pour Michel Sordi « il s'agit aujourd'hui de sortir de cet accord politico-politicien. Avec la crise le moment n'est pas venu de fermer Fessenheim, laissions

Jean-Alain HAAN

28 janvier 2014

DNA

FESSENHEIM Nucléaire

Le député Bataille (PS): «Il faut que le gouvernement recule»

Christian Bataille, député PS du Nord et membre de la commission d'enquête parlementaire sur le coût du nucléaire [...] et les conséquences de la fermeture de la centrale de Fessenheim, a visité hier matin cette dernière à l'invitation de son collègue UMP Michel Sordi, vice-président de cette même commission. « Il s'agissait de démontrer aujourd'hui que ces problèmes énergétiques ne sont pas liés à des questions de partis politiques, il faut dépasser tout ça », expliquait le député alsacien rejoint par son collègue UDI Francis Hillmeyer, à l'issue de cette visite informelle, marquée aussi par une rencontre avec les représentants du personnel ». Pour Christian Bataille, qui connaît bien les questions énergétiques et du nucléaire, « la

centrale de Fessenheim est parfaitement habilitée à poursuivre sa carrière puisque l'ASN a autorisé ses deux tranches à fonctionner dix années de plus. La question de l'arrêt de Fessenheim n'est pas technique mais bien politique. La promesse de François Hollande de réduire la part du nucléaire à 50 % à l'horizon 2025 est hors d'atteinte. L'électricité doit rester un atout et le nucléaire ne doit pas être l'objet d'un marchandage politique. Le nucléaire s'apprécie sur la durée et on ne peut pas ainsi définir une politique à l'emporte-pièce parce que les Verts en ont fait un symbole. Il faut que le gouvernement recule sur Fessenheim; de toute façon il n'a pas les moyens d'arrêter cette centrale pour la fin 2016 ».

DR HANN